

Incidence macroéconomique sur l'économie belge du scénario de *tax shift* élaboré par le Gouvernement

La présente note expose brièvement l'incidence macroéconomique sur l'économie belge du scénario de *tax shift* mis au point par le Gouvernement, telle qu'elle a été calculée par le modèle trimestriel de la BNB. Du côté des dépenses, ce glissement fiscal consiste en l'instauration progressive, entre la fin de 2015 et 2020, d'impulsions sur le plan des politiques en vue d'améliorer le pouvoir d'achat des ménages et la compétitivité des entreprises, pour un montant cumulé de 11,449 milliards d'euros (soit 2,2 % du PIB attendu pour 2021). Du côté du financement, le *tax shift* consiste en l'instauration progressive, toujours entre la fin de 2015 et 2020, de relèvements d'impôts indirects et de mesures non liées au travail, pour un montant cumulé de 4,832 milliards d'euros (ce qui correspond à 0,9 % du PIB attendu pour 2021). Dans la mesure où, dans ce scénario de *tax shift*, les dépenses ex ante cumulées dépassent le financement ex ante cumulé de 6,617 milliards d'euros (soit 1,3 point de pourcentage du PIB attendu pour 2021), l'incidence globale positive de ce scénario sur la croissance et sur l'emploi ne peut être attribuée au seul glissement fiscal. En raison de l'échelonnement des mesures et des effets de retour positifs nets de ces mesures sur les finances publiques, les soldes non financés effectifs seront toutefois plus réduits que les soldes initiaux, atteignant leur maximum à 0,6 point de pourcentage en 2019. Il n'en reste pas moins que d'autres mesures de financement seront également nécessaires pour respecter les objectifs budgétaires.

Le tableau qui suit synthétise, année par année, l'ampleur (ex ante) et l'échelonnement du glissement fiscal prévu:

Scénario de *tax shift* élaboré par le Gouvernement

Synthèse des initiatives en matière de dépenses et de financement par année: échelonnement

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2020 CUM. |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|
| DÉPENSES (millions d'euros) | | | | | | | |
| Pouvoir d'achat | 883 | 2 293 | 331 | 1 675 | 1 834 | 311 | 7 328 |
| Compétitivité | 141 | 1 754 | 360 | 562 | 313 | 992 | 4 121 |
| TOTAL À FINANCER: pouvoir d'achat + compétitivité | 1 024 | 4 047 | 691 | 2 237 | 2 147 | 1 303 | 11 449 |
| FINANCEMENT (millions d'euros) | | | | | | | |
| TVA et accises | 368 | 1 130 | 400 | 525 | 157 | 67 | 2 647 |
| Mesures non liées au travail | 537 | 1 011 | 410 | 40 | 47 | 60 | 2 105 |
| Autres mesures de financement net | 10 | - 5 | 75 | 0 | 0 | 0 | 80 |
| FINANCEMENT TOTAL: impôts indirects + mesures non liées au travail | 915 | 2 136 | 885 | 565 | 204 | 127 | 4 832 |
| SOLDE NON FINANCÉ (millions d'euros) | 110 | 1 911 | - 194 | 1 672 | 1 943 | 1 176 | 6 617 |

Un récapitulatif plus détaillé des informations qui précèdent, reposant sur un inventaire des mesures définies en concertation avec le Bureau fédéral du Plan, peut être consulté à l'annexe 1. La dernière colonne renvoie par ailleurs à des tableaux spécifiques présentant les calculs de l'incidence macroéconomique pour chaque mesure.

Le calcul de l'incidence macroéconomique de l'ensemble des dépenses prévues dans le cadre de ce *tax shift* et de leur financement a été effectué sur la base des résultats des simulations de la BNB tirés de la note « Réductions des cotisations sociales et modalités de financement alternatif » d'avril 2011, une étude menée conjointement par la BNB et le Bureau fédéral du Plan, étant bien évidemment entendu que l'ampleur des mesures et leur calendrier ont été adaptés dans la présente étude¹. La présente note fournit en outre une bonne synthèse des mécanismes de transmission qui opéreront dans l'économie lors de l'instauration des différentes initiatives en matière de dépenses et de financement. L'annexe 2 contient les informations utiles pour établir le lien approprié entre les initiatives en matière de politiques prévues du côté des dépenses et du financement dans le cadre de ce *tax shift* et les informations de fond telles qu'elles sont décrites dans la note « Réductions des cotisations sociales et modalités de financement alternatif » d'avril 2011.

Compte tenu de l'échelonnement des mesures, le choix s'est porté sur un horizon de simulation couvrant sept années (2015-2021), qui doit permettre de prendre en compte une large part des effets macroéconomiques des dernières tranches. S'agissant des scénarios dans le cadre de la réduction des cotisations patronales (« D_C.1 » dans les annexes 1 et 2), l'hypothèse retenue sur la base des notifications est qu'une partie d'entre elles portent sur des réductions linéaires (entre 75 % et 80 % selon la période), le solde étant ciblée sur les faibles revenus.

Il convient par ailleurs de tenir compte de certains choix de modélisation ainsi que de limitations explicites du modèle telles qu'expliqués ci-après.

Les calculs des résultats présentés ici sont basés sur l'hypothèse de « salaires réels exogènes », c'est-à-dire que les employeurs comme les salariés acceptent de ne pas reporter les uns sur les autres ou auprès des pouvoirs publics les conséquences négatives de ce scénario de *tax shift* par de nouvelles négociations concernant le salaire réel.

L'incidence sur les prix des mesures de financement portant sur la fiscalité indirecte, pour autant qu'elle concerne des produits faisant partie du panier de l'indice-santé, n'a pas été neutralisée et peut donc influencer sur les salaires nominaux par le jeu de l'indexation automatique des salaires.

Comme l'offre de travail n'est pas modélisée dans le modèle économétrique utilisé, il n'est pas possible de simuler une amélioration du taux d'activité par rapport au scénario de base (principalement dans le cadre de la baisse de la fiscalité des ménages).

Bien que le modèle utilisé ne comporte pas de formulation explicite des « effets de délocalisation », ces derniers ont néanmoins été pris en compte – pour autant que la décision de créer de nouvelles entreprises (belges ou étrangères) ou de déplacer en Belgique des entreprises étrangères existantes repose sur l'accroissement du rendement attendu des investissements ou sur l'amélioration des conditions de prix relatives.

Les effets de glissements de portefeuille, qui découlent de la modification des rendements relatifs des différents instruments de placement après l'introduction de l'élargissement de l'exonération fiscale, n'ont par contre pas été quantifiés.

Les trois tableaux ci-après montrent de manière succincte l'incidence de ce scénario de *tax shift* sur les principales variables de l'économie belge. Le tableau du haut présente les résultats du *tax shift* global (le solde de l'ensemble du scénario de dépenses et de l'ensemble du scénario de financement), tandis que les deux tableaux suivants se concentrent l'un sur l'aspect des dépenses et l'autre sur l'aspect du financement. Un calcul plus détaillé de l'incidence macroéconomique des scénarios individuels, en ce qui concerne tant les dépenses que le financement, accompagné de certains regroupements, est disponible dans les tableaux annexés à la présente note². Plus particulièrement, l'annexe 3 présente une vue d'ensemble des résultats détaillés, après sept ans, de toutes les mesures, rassemblées selon les initiatives de pouvoir d'achat et de compétitivité du côté

¹ L'annexe 26 expose brièvement les principales différences entre les modèles utilisés par les deux institutions.

² Les intitulés des tableaux comportent un « D » pour les initiatives ayant trait aux dépenses et un « F » pour celles ayant trait au financement, un « PA » pour les scénarios liés au pouvoir d'achat, un « C » pour les scénarios liés à la compétitivité, un « FI » pour les scénarios liés à la fiscalité indirecte, un « NT » pour les scénarios non liés au travail et un « AFN » pour les autres mesures de financement net. Par ailleurs, ils incluent un numéro d'ordre au sein de chacune de ces catégories.

des dépenses, et selon la fiscalité indirecte, les mesures non liées au travail et les autres mesures du côté du financement.

Incidence macroéconomique de l'ensemble des mesures prises en matière de dépenses et de financement (différentiels de croissance cumulés à partir de 2015)

Pourcentages de déviation par rapport à un scénario de base

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|--|------|-------|--------|--------|--------|--------|--------|
| PIB (en volume) | 0,0 | 0,2 | 0,5 | 0,7 | 1,0 | 1,3 | 1,5 |
| Emploi (en personnes) | | | | | | | |
| privé | 400 | 6 100 | 16 300 | 26 700 | 38 600 | 52 500 | 64 500 |
| public | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Revenu disponible réel des ménages | 0,2 | 0,7 | 0,8 | 1,4 | 2,2 | 2,4 | 2,4 |
| Indice des prix à la consommation | 0,2 | 0,5 | 0,6 | 0,8 | 0,7 | 0,5 | 0,3 |
| Solde primaire (pourcentages du PIB, non cumulé) | -0,1 | -0,4 | -0,1 | -0,3 | -0,6 | -0,4 | -0,3 |
| Dette publique (pourcentages du PIB) | -0,1 | 0,1 | -0,1 | 0,1 | 0,6 | 0,8 | 1,1 |
| <i>pm: incidence ex ante de l'ensemble des mesures sur le solde primaire (en pourcentage du PIB du scénario de base)</i> | 0,0 | -0,5 | -0,4 | -0,8 | -1,1 | -1,3 | -1,3 |

Incidence macroéconomique de l'ensemble des mesures prises en matière de dépenses (différentiels de croissance cumulés à partir de 2015)

Pourcentages de déviation par rapport à un scénario de base

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|--|------|-------|--------|--------|--------|--------|--------|
| PIB (en volume) | 0,0 | 0,3 | 0,9 | 1,3 | 1,8 | 2,2 | 2,4 |
| Emploi (en personnes) | | | | | | | |
| privé | 500 | 7 800 | 23 600 | 42 300 | 61 600 | 81 400 | 97 400 |
| public | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Revenu disponible réel des ménages | 0,4 | 1,4 | 1,7 | 2,4 | 3,2 | 3,5 | 3,5 |
| Indice des prix à la consommation | 0,0 | -0,3 | -0,6 | -0,9 | -1,1 | -1,3 | -1,6 |
| Solde primaire (pourcentages du PIB, non cumulé) | -0,2 | -1,1 | -0,9 | -1,1 | -1,3 | -1,1 | -0,9 |
| Dette publique (pourcentages du PIB) | 0,2 | 1,4 | 2,5 | 3,7 | 5,0 | 6,2 | 7,2 |
| <i>pm: incidence ex ante de l'ensemble des mesures sur le solde primaire (en pourcentage du PIB du scénario de base)</i> | -0,2 | -1,2 | -1,3 | -1,8 | -2,1 | -2,3 | -2,2 |

Incidence macroéconomique de l'ensemble des mesures prises en matière de financement (différentiels de croissance cumulés à partir de 2015)

Pourcentages de déviation par rapport à un scénario de base

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|--|-------|--------|--------|---------|---------|---------|---------|
| PIB (en volume) | 0,0 | -0,1 | -0,4 | -0,6 | -0,8 | -0,9 | -0,9 |
| Emploi (en personnes) | | | | | | | |
| privé | - 100 | -1 700 | -7 300 | -15 600 | -23 000 | -28 900 | -32 900 |
| public | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Revenu disponible réel des ménages | -0,2 | -0,7 | -0,9 | -1,0 | -1,1 | -1,1 | -1,1 |
| Indice des prix à la consommation | 0,2 | 0,7 | 1,3 | 1,6 | 1,8 | 1,9 | 1,9 |
| Solde primaire (pourcentages du PIB, non cumulé) | 0,2 | 0,7 | 0,8 | 0,8 | 0,7 | 0,7 | 0,6 |
| Dette publique (pourcentages du PIB) | -0,2 | -1,3 | -2,6 | -3,6 | -4,5 | -5,3 | -6,1 |
| <i>pm: incidence ex ante de l'ensemble des mesures sur le solde primaire (en pourcentage du PIB du scénario de base)</i> | 0,2 | 0,7 | 0,9 | 1,0 | 1,0 | 1,0 | 0,9 |

- Comme un montant de 6,617 milliards d'euros (soit environ 1,3 % du PIB attendu en 2021) n'est pas financé dans les calculs relatifs à ce scénario de *tax shift*, le résultat global (solde des effets calculés pour toutes les initiatives de dépenses et de financement) est biaisé positivement. Pour respecter les objectifs budgétaires, d'autres initiatives de financement seront dès lors nécessaires.
- Le scénario de *tax shift* ainsi calculé, si on le cumule sur une période sept ans, fait augmenter le PIB réel de 1,5 %, en termes cumulés. Les initiatives de dépenses gonflent le PIB de 2,4 %, les initiatives en matière de pouvoir d'achat et celles en matière de compétitivité apportant à la croissance des contributions similaires. Les mesures de financement (et surtout celles en matière de fiscalité indirecte) font reculer la croissance cumulée du PIB de 0,9 %.
- S'agissant des dépenses, c'est principalement la croissance intérieure (consommation et investissements) qui contribue au PIB, et dans une bien moindre mesure les exportations nettes. En effet, les impulsions liées à la réduction des coûts salariaux poussent les exportations très nettement à la hausse. Toutefois, cette hausse des exportations, associée à l'augmentation de la consommation privée (qui résulte des mesures de soutien du pouvoir d'achat en faveur des ménages) et aux effets dérivés favorables de celle-ci sur les investissements, nécessite également plus d'importations. De ce fait, la contribution des exportations nettes à la hausse de la croissance demeure plutôt modeste. Le même raisonnement peut s'appliquer, moyennant des signes inverses, au financement, où le ralentissement de la croissance est presque entièrement imputable à l'économie intérieure. Le ralentissement de la demande intérieure génère certes une diminution des importations, mais, en raison des effets de retour vers les salaires des mesures de relèvement de la TVA qui ne sont pas neutralisées dans l'index (ce qui détériore notre position concurrentielle en matière de prix), les exportations ralentissent également.
- En ce qui concerne les dépenses, la hausse du revenu disponible réel des ménages de 3,5 % s'explique en grande partie par les initiatives en matière de pouvoir d'achat. Toutefois, 1,1 % de cette hausse est à nouveau neutralisé par les initiatives en matière de financement, en raison à la fois de la hausse des impôts indirects et du financement non lié au travail. Par solde, le scénario du *tax shift* présente une augmentation du revenu disponible réel des ménages de 2,4 %.
- L'effet sur l'emploi de toutes les initiatives dans le scénario de *tax shift* présenté s'élève, par solde, après sept ans, à 64 500 unités. Les scénarios ayant une incidence sur le salaire (une diminution due à une réduction des cotisations patronales ou une augmentation due aux effets de retour vers le salaire nominal des mesures relatives à la fiscalité indirecte) affichent les effets les plus importants sur l'emploi. Quant aux dépenses, 97 400 emplois supplémentaires seront créés, dont 55 % dans le cadre du scénario portant sur la compétitivité et 45 % dans le cadre du scénario portant sur le pouvoir d'achat. Le scénario portant sur le financement prévoit la disparition de 32 900 emplois, dont plus de 70 % en raison des mesures de financement portant sur la fiscalité indirecte.
- Les initiatives en matière de dépenses relatives à la réduction des cotisations patronales ont une incidence à la baisse sur le coût du travail, ce qui entraîne à terme une baisse du niveau des prix intérieurs de 1,6 %. En revanche, les initiatives en matière de financement (principalement celles liées à la hausse de la fiscalité indirecte) accroissent le niveau des prix de 1,9 %. Par solde, le niveau des prix à la consommation augmentera dès lors de 0,3 % environ après sept ans pour le scénario de *tax shift* calculé dans la présente note.
- L'effet total sur le solde public primaire est dû à l'ampleur et à l'échelonnement de toutes les initiatives individuelles en matière de dépenses et de financement et de leurs effets de retour calculés. Entre 2016 et 2021, le solde public primaire se dégrade en moyenne de 0,3 % par an, même s'il fluctue entre -0,1 et -0,6 % au cours de ces années intermédiaires. La détérioration maximale se situe en 2019, mais le solde se redresse ensuite progressivement pour atteindre -0,3 % en 2021, principalement sous l'influence de l'amélioration de l'emploi³. L'écart entre l'effet initial du solde non financé du *tax shift* sur le solde

3 Le *tax shift* comporte également des mesures, évaluées à quelque 80 millions, dont les effets macroéconomiques de second tour sont estimés comme étant plutôt faibles et dont l'incidence s'observera principalement sur le plan budgétaire. Il s'agit plus particulièrement des mesures liées au relèvement de la rente de la Loterie nationale, à l'augmentation des dividendes Belfius et à l'abaissement du taux de TVA applicable à la construction d'écoles et de logements sociaux.

primaire (-1,3 % du PIB du scénario de base en 2021) et l'effet calculé *in fine* de l'ensemble des mesures sur le solde primaire (-0,3 % du PIB, également en 2021) montre l'importance des effets de retour calculés. Il n'empêche que l'incidence calculée ici du *tax shift* global sur le solde primaire restera négative, non seulement en 2021 mais également pour toutes les années intermédiaires.

- Après sept ans, la dette publique progresserait, par solde, d'environ 1,1 % du PIB.

La présente note contient en outre les annexes suivantes:

- Annexe 1: p. 6: Description, ampleur et calendrier des différentes mesures
- Annexe 2: p. 7: Lien entre les différentes mesures retenues dans ce scénario de *tax shift* et la note "Réductions des cotisations sociales et modalités de financement alternatif " d'avril 2011
- Annexe 3: Tableau D&F.2021, p. 8: Incidence macroéconomique totale du *tax shift* proposé, tableau récapitulatif de l'effet cumulé de l'ensemble des mesures après sept ans, regroupées par pouvoir d'achat, compétitivité, fiscalité indirecte, mesures non liées au travail, et autres mesures de financement net
- Annexe 4: Tableau D&F.0, p. 9: Incidence macroéconomique totale de l'ensemble des initiatives en matière de dépenses et de financement
- Annexe 5: Tableau D.0, p. 10: Incidence macroéconomique totale de l'ensemble des initiatives en matière de dépenses (pouvoir d'achat + compétitivité)
- Annexe 6: Tableau D_PA.0, p. 11: Incidence macroéconomique totale de l'ensemble des initiatives de dépenses en matière de pouvoir d'achat
- Annexes 7 à 11: Tableaux D_PA.1 à D_PA.5, pp. 12-16: Incidence macroéconomique de l'ensemble des initiatives individuelles en matière de pouvoir d'achat
- Annexe 12: Tableau D_C.0, p. 17: Incidence macroéconomique totale de l'ensemble des initiatives de dépenses en matière de compétitivité
- Annexes 13 à 15: Tableaux D_C.1 à D_C.3, pp. 18-20: Incidence macroéconomique de l'ensemble des initiatives individuelles en matière de compétitivité
- Annexe 16: Tableau F.0, p. 21: Incidence macroéconomique totale de l'ensemble des initiatives en matière de financement (fiscalité indirecte + non liées au travail + autres)
- Annexe 17: Tableau F_FI.0, p. 22: Incidence macroéconomique totale de l'ensemble des initiatives de financement en matière de fiscalité indirecte
- Annexes 18 à 19: Tableaux F_FI.1 à F_FI.2, pp. 23-24: Incidence macroéconomique de l'ensemble des initiatives individuelles en matière de fiscalité indirecte
- Annexe 20: Tableau F_NT.0, p. 25: Incidence macroéconomique totale de l'ensemble des initiatives de financement relatives aux mesures non liées au travail
- Annexes 21 à 24: Tableaux F_NT.1 à F_NT.4, pp. 26-29: Incidence macroéconomique de l'ensemble des initiatives individuelles de financement relatives aux mesures non liées au travail
- Annexe 25: Tableau F_AMF, p. 30: Incidence macroéconomique des autres mesures de financement net
- L'annexe 26, p. 31: Brève description des différences entre le modèle macroéconomique du Bureau fédéral du Plan (Hermes) et celui de la Banque nationale de Belgique (Noname).

Scénario de tax shift élaboré par le Gouvernement

Dépenses et financement par année: échelonnement

| DÉPENSES (millions d'euros) | | | | | | | | TABLEAU |
|--|--------------|--------------|------------|--------------|--------------|--------------|---------------|--------------|
| Pouvoir d'achat | | | | | | | | |
| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2020 CUM. | |
| Quotité exemptée d'impôts, tranche de 30%, seuil de 45%, frais prof. forf. et prélève. anticipé épargne pension | 47 | 1 219 | | 1 420 | 1 396 | | 4 082 | D_PA.1 |
| Augm. envel. bien-être, lutte contre la diminution des pensions et correction sociale du tax shift | 293 | 388 | 330 | 254 | 338 | 310 | 1 913 | D_PA.2 |
| Augmentation des frais professionnels forfaitaires | 482 | 482 | | | | | 963 | D_PA.3 |
| Bonus fiscal et social pour les travailleurs | 55 | 200 | 1 | 1 | 100 | 1 | 358 | D_PA.4 |
| Indépendants | 7 | 5 | | | | | 12 | D_PA.5 |
| TOTAL À FINANCER: pouvoir d'achat | 883 | 2 293 | 331 | 1 675 | 1 834 | 311 | 7 328 | D_PA |
| Compétitivité | | | | | | | | |
| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2020 CUM. | |
| Réduction des cotisations patronales | | 1 482 | 255 | 490 | 283 | 946 | 3 457 | D_C.1 |
| Déduction pour investissement, charges prem. embauches, ... | | 150 | 101 | 69 | 26 | 42 | 389 | D_C.2 |
| Prélèvement fiscal commissions secrètes et stimuli nouv. tech. et starts-up | 141 | 121 | 3 | 3 | 4 | 4 | 276 | D_C.3 |
| TOTAL À FINANCER: compétitivité | 141 | 1 754 | 360 | 562 | 313 | 992 | 4 121 | D_C |
| TOTAL À FINANCER: pouvoir d'achat + compétitivité | 1 024 | 4 047 | 691 | 2 237 | 2 147 | 1 303 | 11 449 | D |
| FINANCEMENT (millions d'euros) | | | | | | | | |
| TVA et accises | | | | | | | | |
| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2020 CUM. | |
| TVA et accises | 196 | 559 | | | | | 755 | F_FI.1 |
| TVA de 21% sur l'électricité | 186 | 369 | | | | | 555 | |
| Harmonisation (TVA rénovation, ...) | 10 | 190 | | | | | 200 | |
| Accises | 172 | 571 | 400 | 525 | 157 | 67 | 1 892 | F_FI.2 |
| diesel | 25 | 150 | 186 | 290 | | | 651 | |
| tabac | 100 | 125 | 150 | 175 | 100 | 9 | 659 | |
| boissons | 38 | 220 | 7 | 6 | 7 | 8 | 286 | |
| taxe santé | | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 250 | |
| indexation des accises | 9 | 26 | 7 | 4 | | | 46 | |
| FINANCEMENT TOTAL: fiscalité indirecte | 368 | 1 130 | 400 | 525 | 157 | 67 | 2 647 | F_FI |
| Mesures non liées au travail | | | | | | | | |
| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2020 CUM. | |
| Taxation des revenus du capital | 80 | 499 | 350 | | | | 929 | F_NT.1 |
| Taxe de transparence | | 460 | | | | | 460 | |
| Précompte mobilier 27% (tout ce qui est 25%) | | | 350 | | | | 350 | |
| Augmentation de la taxe de bourse | 80 | | | | | | 80 | |
| Taxe sur la spéculation | | 34 | | | | | 34 | |
| Diminution des exemptions de précompte mobilier | | 5 | | | | | 5 | |
| ISOC | 417 | 490 | | 36 | 44 | 60 | 1 047 | F_NT.2 |
| Bonus de liquidation | 237 | | | | | | 237 | |
| Intercommunales | 30 | 190 | | | | | 220 | |
| Contribution secteur financier | 100 | 50 | | | | | 150 | |
| Taxe "carats" | 50 | | | | | | 50 | |
| Véhicules d'investissement | | 250 | | 36 | 44 | 60 | 390 | |
| IPP | | | | | | | | |
| Non-indexation des dépenses fiscales | 20 | 22 | 60 | 4 | 3 | | 109 | F_NT.3 |
| Taxation indirecte | | | | | | | | |
| Droits de greffe | 20 | | | | | | 20 | F_NT.4 |
| FINANCEMENT TOTAL: mesures non liées au travail | 537 | 1 011 | 410 | 40 | 47 | 60 | 2 105 | F_NT |
| Autres mesures de financement net | | | | | | | | |
| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2020 CUM. | |
| Dividendes Belfius | | 75 | 75 | | | | 150 | |
| Rente de la Loterie Nationale | 10 | 20 | | | | | 30 | |
| TVA logements sociaux et écoles | | -100 | | | | | -100 | |
| FINANCEMENT TOTAL: autres mesures | 10 | - 5 | 75 | 0 | 0 | 0 | 80 | F_AMF |
| FINANCEMENT TOTAL: TVA, acc., non liées au travail et autres | 915 | 2 136 | 885 | 565 | 204 | 127 | 4 832 | F |
| SOLDE NON FINANCÉ (millions d'euros) | | | | | | | | |
| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2020 CUM. | |
| | 110 | 1 911 | - 194 | 1 672 | 1 943 | 1 176 | 6 617 | D - F |

Scénario de tax shift du Gouvernement: incidence macroéconomique cumulée après 7 ans
Ensemble des mesures prises en matière de dépenses et de financement, ventilées en catégories principales
Solde non financé cumulé (ex ante) des dépenses et du financement: 6,617 milliards d'euros (échelonnement: voir annexe 1)

Pourcentages de déviation par rapport à un scénario de base

| | DEPENSES | | | FINANCEMENT | | | | SOLDE |
|--|---------------|---------|--------|-------------|-------------------------|--------|---------|-------------|
| | Pouv. d'achat | Compét. | Total | Taxes ind. | Non-liées au travail | Divers | Total | Dép. - Fin. |
| PIB (réel) | 1,4 | 1,1 | 2,4 | -0,7 | -0,2 | 0,0 | -0,9 | 1,5 |
| Consommation privée | 3,7 | 0,6 | 4,3 | -0,8 | -0,2 | 0,0 | -1,1 | 3,2 |
| Consommation publique | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Formation brute de capital fixe | 2,1 | 1,0 | 3,1 | -0,8 | -1,1 | 0,0 | -1,9 | 1,2 |
| Exportations de biens et services | -0,1 | 1,3 | 1,3 | -0,6 | -0,1 | 0,0 | -0,7 | 0,6 |
| Importations de biens et services | 1,1 | 0,8 | 1,8 | -0,5 | -0,3 | 0,0 | -0,8 | 1,0 |
| Indice des prix à la consommation | 0,1 | -1,8 | -1,6 | 1,8 | 0,2 | 0,0 | 1,9 | 0,3 |
| Indice-santé | 0,1 | -1,8 | -1,7 | 1,2 | 0,1 | 0,0 | 1,3 | -0,3 |
| Déflateur du PIB | 0,1 | -2,7 | -2,6 | 1,7 | 0,2 | 0,0 | 1,9 | -0,7 |
| Indice des prix à l'exportation | 0,1 | -1,8 | -1,7 | 0,7 | 0,1 | 0,0 | 0,8 | -0,9 |
| Emploi du secteur privé en unités | 44 200 | 53 200 | 97 400 | -23 500 | -9 400 | 0 | -32 900 | 64 500 |
| en pourcentage | 1,2 | 1,4 | 2,6 | -0,6 | -0,3 | 0,0 | -0,9 | 1,7 |
| Emploi du secteur public en unités | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Productivité (secteur privé) | 0,3 | -0,3 | 0,0 | -0,1 | 0,0 | 0,0 | -0,1 | -0,1 |
| Salaire nominal horaire (secteur privé) | 0,1 | -3,9 | -3,8 | 1,2 | 0,1 | 0,0 | 1,3 | -2,5 |
| Salaire réel par travailleur (secteur privé) | 0,0 | -2,1 | -2,1 | -0,6 | 0,0 | 0,0 | -0,6 | -2,7 |
| Coût salarial par unité produite (secteur privé) | -0,2 | -3,6 | -3,8 | 1,3 | 0,2 | 0,0 | 1,4 | -2,4 |
| Revenu disponible réel des ménages | 3,2 | 0,3 | 3,5 | -0,7 | -0,4 | 0,0 | -1,1 | 2,4 |
| Taux d'épargne des ménages | -0,5 | -0,2 | -0,7 | 0,1 | -0,2 | 0,0 | -0,1 | -0,7 |
| Recettes publiques (pourcentages du PIB) | -0,8 | -1,0 | -1,8 | 0,8 | 0,4 | 0,0 | 1,2 | -0,5 |
| Dépenses publiques (pourcentages du PIB) | 0,0 | -0,7 | -0,7 | 0,5 | 0,1 | 0,0 | 0,6 | -0,2 |
| Solde primaire (pourcent. du PIB, non cumulé) | -0,7 | -0,3 | -0,9 | 0,3 | 0,3 | 0,0 | 0,6 | -0,3 |
| Dettes publiques (pourcentages du PIB) | 3,2 | 4,0 | 7,2 | -3,5 | -2,5 | -0,1 | -6,1 | 1,1 |

Scénario de tax shift du Gouvernement:
Ensemble des mesures prises en matière de dépenses et de financement
Solde non financé cumulé (ex ante) des dépenses et du financement: 6,617 milliards d'euros (échelonnement: voir annexe 1)
Incidence macroéconomique (pourcentages de déviation cumulés à partir de 2015)

Pourcentages de déviation par rapport à un scénario de base

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|--|------|-------|--------|--------|--------|--------|--------|
| PIB (réel) | 0,0 | 0,2 | 0,5 | 0,7 | 1,0 | 1,3 | 1,5 |
| Consommation privée | 0,1 | 0,5 | 1,2 | 1,6 | 2,2 | 2,9 | 3,2 |
| Consommation publique | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Formation brute de capital fixe | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,3 | 0,6 | 0,9 | 1,2 |
| Exportations de biens et services | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,2 | 0,2 | 0,4 | 0,6 |
| Importations de biens et services | 0,0 | 0,1 | 0,3 | 0,4 | 0,6 | 0,9 | 1,0 |
| Indice des prix à la consommation | 0,2 | 0,5 | 0,6 | 0,8 | 0,7 | 0,5 | 0,3 |
| Indice-santé | 0,1 | 0,2 | 0,3 | 0,2 | 0,1 | -0,1 | -0,3 |
| Déflateur du PIB | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,0 | -0,3 | -0,7 |
| Indice des prix à l'exportation | 0,0 | -0,1 | -0,2 | -0,3 | -0,4 | -0,7 | -0,9 |
| Emploi du secteur privé en unités | 400 | 6 100 | 16 300 | 26 700 | 38 600 | 52 500 | 64 500 |
| en pourcentage | 0,0 | 0,1 | 0,3 | 0,6 | 0,9 | 1,3 | 1,7 |
| Emploi du secteur public en unités | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Productivité (secteur privé) | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | -0,1 |
| Salaire nominal horaire (secteur privé) | 0,0 | -0,8 | -0,8 | -1,2 | -1,5 | -2,2 | -2,5 |
| Salaire réel par travailleur (secteur privé) | -0,1 | -1,3 | -1,5 | -1,9 | -2,2 | -2,7 | -2,7 |
| Coût salarial par unité produite (secteur privé) | 0,0 | -0,8 | -0,9 | -1,2 | -1,5 | -2,2 | -2,4 |
| Revenu disponible réel des ménages | 0,2 | 0,7 | 0,8 | 1,4 | 2,2 | 2,4 | 2,4 |
| Taux d'épargne des ménages | 0,1 | 0,2 | -0,4 | -0,2 | -0,1 | -0,5 | -0,7 |
| Recettes publiques (pourcentages du PIB) | -0,1 | -0,3 | -0,1 | -0,4 | -0,7 | -0,6 | -0,5 |
| Dépenses publiques (pourcentages du PIB) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | -0,1 | -0,2 | -0,2 |
| Solde primaire (pourcent. du PIB, non cumulé) | -0,1 | -0,4 | -0,1 | -0,3 | -0,6 | -0,4 | -0,3 |
| Dette publique (pourcentages du PIB) | -0,1 | 0,1 | -0,1 | 0,1 | 0,6 | 0,8 | 1,1 |

Scénario de tax shift du Gouvernement:
Ensemble des mesures prises en matière de dépenses: pouvoir d'achat et compétitivité
Total cumulé des dépenses (ex ante) : 11,449 milliards d'euros (échelonnement: voir annexe 1)
Incidence macroéconomique (pourcentages de déviation cumulés à partir de 2015)

Pourcentages de déviation par rapport à un scénario de base

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|--|------|-------|--------|--------|--------|--------|--------|
| PIB (réel) | 0,0 | 0,3 | 0,9 | 1,3 | 1,8 | 2,2 | 2,4 |
| Consommation privée | 0,1 | 0,7 | 1,8 | 2,5 | 3,3 | 4,0 | 4,3 |
| Consommation publique | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Formation brute de capital fixe | 0,1 | 0,4 | 1,1 | 1,7 | 2,3 | 2,8 | 3,1 |
| Exportations de biens et services | 0,0 | 0,0 | 0,2 | 0,5 | 0,7 | 1,0 | 1,3 |
| Importations de biens et services | 0,0 | 0,2 | 0,6 | 0,9 | 1,3 | 1,6 | 1,8 |
| Indice des prix à la consommation | 0,0 | -0,3 | -0,6 | -0,9 | -1,1 | -1,3 | -1,6 |
| Indice-santé | 0,0 | -0,3 | -0,6 | -0,9 | -1,1 | -1,4 | -1,7 |
| Déflateur du PIB | 0,0 | -0,4 | -1,1 | -1,4 | -1,8 | -2,2 | -2,6 |
| Indice des prix à l'exportation | 0,0 | -0,3 | -0,7 | -0,9 | -1,2 | -1,4 | -1,7 |
| Emploi du secteur privé en unités | 500 | 7 800 | 23 600 | 42 300 | 61 600 | 81 400 | 97 400 |
| en pourcentage | 0,0 | 0,1 | 0,5 | 1,0 | 1,5 | 2,1 | 2,6 |
| Emploi du secteur public en unités | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Productivité (secteur privé) | 0,0 | 0,2 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,2 | 0,0 |
| Salaire nominal horaire (secteur privé) | 0,0 | -1,0 | -1,7 | -2,2 | -2,6 | -3,4 | -3,8 |
| Salaire réel par travailleur (secteur privé) | 0,0 | -0,8 | -1,0 | -1,4 | -1,6 | -2,1 | -2,1 |
| Coût salarial par unité produite (secteur privé) | 0,0 | -1,2 | -2,0 | -2,5 | -2,9 | -3,6 | -3,8 |
| Revenu disponible réel des ménages | 0,4 | 1,4 | 1,7 | 2,4 | 3,2 | 3,5 | 3,5 |
| Taux d'épargne des ménages | 0,2 | 0,6 | -0,1 | -0,1 | -0,1 | -0,5 | -0,7 |
| Recettes publiques (pourcentages du PIB) | -0,2 | -1,1 | -1,2 | -1,6 | -2,0 | -1,9 | -1,8 |
| Dépenses publiques (pourcentages du PIB) | 0,0 | -0,1 | -0,3 | -0,4 | -0,5 | -0,6 | -0,7 |
| Solde primaire (pourcent. du PIB, non cumulé) | -0,2 | -1,1 | -0,9 | -1,1 | -1,3 | -1,1 | -0,9 |
| Dette publique (pourcentages du PIB) | 0,2 | 1,4 | 2,5 | 3,7 | 5,0 | 6,2 | 7,2 |

Scénario de tax shift du Gouvernement: volet "pouvoir d'achat"
Ensemble des mesures prises en matière de dépenses liées au pouvoir d'achat
Total cumulé (ex ante) : 7,328 milliards d'euros (échelonnement: voir annexe 1)
Incidence macroéconomique (pourcentages de déviation cumulés à partir de 2015)

| | Pourcentages de déviation par rapport à un scénario de base | | | | | | | | | |
|--|---|-------|--------|--------|--------|--------|--------|--|--|--|
| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | | | |
| PIB (réel) | 0,0 | 0,3 | 0,6 | 0,8 | 1,1 | 1,3 | 1,4 | | | |
| Consommation privée | 0,1 | 0,7 | 1,5 | 2,1 | 2,8 | 3,5 | 3,7 | | | |
| Consommation publique | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | | |
| Formation brute de capital fixe | 0,0 | 0,3 | 0,7 | 1,1 | 1,5 | 1,9 | 2,1 | | | |
| Exportations de biens et services | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | -0,1 | | | |
| Importations de biens et services | 0,0 | 0,2 | 0,4 | 0,6 | 0,8 | 1,0 | 1,1 | | | |
| Indice des prix à la consommation | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | | | |
| Indice-santé | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | | | |
| Déflateur du PIB | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | | | |
| Indice des prix à l'exportation | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | | | |
| Emploi du secteur privé en unités | 500 | 4 100 | 12 100 | 19 800 | 28 200 | 37 700 | 44 200 | | | |
| en pourcentage | 0,0 | 0,1 | 0,3 | 0,5 | 0,7 | 1,0 | 1,2 | | | |
| Emploi du secteur public en unités | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | | |
| Productivité (secteur privé) | 0,0 | 0,2 | 0,3 | 0,3 | 0,4 | 0,4 | 0,3 | | | |
| Salaire nominal horaire (secteur privé) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | | | |
| Salaire réel par travailleur (secteur privé) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | | |
| Coût salarial par unité produite (secteur privé) | 0,0 | -0,2 | -0,3 | -0,2 | -0,3 | -0,3 | -0,2 | | | |
| Revenu disponible réel des ménages | 0,4 | 1,3 | 1,5 | 2,2 | 3,0 | 3,2 | 3,2 | | | |
| Taux d'épargne des ménages | 0,2 | 0,5 | -0,1 | 0,1 | 0,1 | -0,3 | -0,5 | | | |
| Recettes publiques (pourcentages du PIB) | -0,2 | -0,6 | -0,5 | -0,7 | -1,0 | -0,9 | -0,8 | | | |
| Dépenses publiques (pourcentages du PIB) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | | |
| Solde primaire (pourcent. du PIB, non cumulé) | -0,2 | -0,6 | -0,5 | -0,7 | -0,9 | -0,8 | -0,7 | | | |
| Dettes publiques (pourcentages du PIB) | 0,1 | 0,6 | 0,7 | 1,2 | 1,9 | 2,5 | 3,2 | | | |

Scénario de tax shift du Gouvernement: volet "pouvoir d'achat"
**Augmentation de la quotité de revenu exemptée d'impôts, suppression de la tranche de 30%,
 relèvement du seuil de 45%, augmentation frais prof. forf. et relèvement anticipatif sur l'épargne pension
 Total cumulé (ex ante): 4.082 milliards d'euros (échelonnement: voir annexe 1)**
Incidence macroéconomique (pourcentages de déviation cumulés à partir de 2015)

Pourcentages de déviation par rapport à un scénario de base

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|--|------|------|-------|-------|--------|--------|--------|
| PIB (réel) | 0,0 | 0,1 | 0,2 | 0,3 | 0,6 | 0,8 | 0,8 |
| Consommation privée | 0,0 | 0,2 | 0,6 | 0,9 | 1,5 | 2,0 | 2,1 |
| Consommation publique | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Formation brute de capital fixe | 0,0 | 0,1 | 0,3 | 0,5 | 0,8 | 1,1 | 1,2 |
| Exportations de biens et services | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Importations de biens et services | 0,0 | 0,0 | 0,2 | 0,2 | 0,4 | 0,6 | 0,6 |
| Indice des prix à la consommation | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,1 |
| Indice-santé | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,1 |
| Déflateur du PIB | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,1 |
| Indice des prix à l'exportation | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Emploi du secteur privé en unités | 0 | 800 | 4 100 | 7 700 | 13 300 | 20 400 | 24 800 |
| en pourcentage | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,2 | 0,3 | 0,5 | 0,7 |
| Emploi du secteur public en unités | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Productivité (secteur privé) | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,2 | 0,3 | 0,3 | 0,2 |
| Salaires nominal horaire (secteur privé) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,1 |
| Salaires réel par travailleur (secteur privé) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Coût salarial par unité produite (secteur privé) | 0,0 | -0,1 | -0,1 | -0,1 | -0,2 | -0,2 | -0,1 |
| Revenu disponible réel des ménages | 0,0 | 0,5 | 0,5 | 1,1 | 1,7 | 1,8 | 1,8 |
| Taux d'épargne des ménages | 0,0 | 0,3 | 0,0 | 0,2 | 0,2 | -0,2 | -0,3 |
| Recettes publiques (pourcentages du PIB) | 0,0 | -0,3 | -0,2 | -0,4 | -0,6 | -0,5 | -0,4 |
| Dépenses publiques (pourcentages du PIB) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Solde primaire (pourcent. du PIB, non cumulé) | 0,0 | -0,3 | -0,2 | -0,4 | -0,6 | -0,4 | -0,4 |
| Dettes publique (pourcentages du PIB) | 0,0 | 0,2 | 0,3 | 0,6 | 1,0 | 1,2 | 1,6 |

Scénario de tax shift du Gouvernement: volet "pouvoir d'achat"
Augmentation de l'enveloppe bien-être, lutte contre la diminution des pensions et correction sociale du taxshift
Total cumulé (ex ante) : 1,913 milliards d'euros (échelonnement: voir annexe 1)
Incidences macroéconomiques (pourcentages de déviation cumulés à partir de 2015)

| Pourcentages de déviation par rapport à un scénario de base | Pourcentages de déviation par rapport à un scénario de base | | | | | | | | | |
|---|---|-------|-------|-------|-------|-------|--------|--------|--------|--------|
| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2021 | 2021 | 2021 |
| PIB (réel) | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,2 | 0,3 | 0,3 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,4 |
| Consommation privée | 0,0 | 0,2 | 0,4 | 0,5 | 0,7 | 0,8 | 0,9 | 0,9 | 0,9 | 0,9 |
| Consommation publique | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Formation brute de capital fixe | 0,0 | 0,1 | 0,2 | 0,3 | 0,4 | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,5 |
| Exportations de biens et services | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Importations de biens et services | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,3 | 0,3 |
| Indice des prix à la consommation | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Indice-santé | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Déflateur du PIB | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Indice des prix à l'exportation | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Emploi du secteur privé en unités | 200 | 1 200 | 3 000 | 5 100 | 7 200 | 9 200 | 11 100 | 11 100 | 11 100 | 11 100 |
| en pourcentage | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,2 | 0,2 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 |
| Emploi du secteur public en unités | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Productivité (secteur privé) | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 |
| Salaire nominal horaire (secteur privé) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Salaire réel par travailleur (secteur privé) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Coût salarial par unité produite (secteur privé) | 0,0 | 0,0 | -0,1 | -0,1 | -0,1 | -0,1 | -0,1 | -0,1 | -0,1 | -0,1 |
| Revenu disponible réel des ménages | 0,1 | 0,3 | 0,4 | 0,5 | 0,7 | 0,8 | 0,8 | 0,8 | 0,8 | 0,8 |
| Taux d'épargne des ménages | 0,1 | 0,1 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | -0,1 | -0,1 | -0,1 | -0,1 |
| Recettes publiques (pourcentages du PIB) | -0,1 | -0,1 | -0,2 | -0,2 | -0,2 | -0,2 | -0,2 | -0,2 | -0,2 | -0,2 |
| Dépenses publiques (pourcentages du PIB) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Solde primaire (pourcent. du PIB, non cumulé) | -0,1 | -0,1 | -0,2 | -0,2 | -0,2 | -0,2 | -0,2 | -0,2 | -0,2 | -0,2 |
| Dette publique (pourcentages du PIB) | 0,0 | 0,1 | 0,2 | 0,3 | 0,5 | 0,7 | 0,8 | 0,8 | 0,8 | 0,8 |

Scénario de tax shift du Gouvernement: volet "pouvoir d'achat"
Augmentation du forfait lié aux dépenses professionnelles
Total cumulé (ex ante) : 0,963 milliards d'euros (échélonnement: voir annexe 1)
Incidence macroéconomique (pourcentages de déviation cumulés à partir de 2015)

Pourcentages de déviation par rapport à un scénario de base

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|--|------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| PIB (réel) | 0,0 | 0,1 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 |
| Consommation privée | 0,1 | 0,3 | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,5 |
| Consommation publique | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Formation brute de capital fixe | 0,0 | 0,1 | 0,2 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 |
| Exportations de biens et services | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Importations de biens et services | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,2 | 0,1 | 0,1 | 0,1 |
| Indice des prix à la consommation | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Indice-santé | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Déflateur du PIB | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Indice des prix à l'exportation | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Emploi du secteur privé en unités | 300 | 1 800 | 4 100 | 5 700 | 6 200 | 6 300 | 6 400 |
| en pourcentage | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,2 | 0,2 | 0,2 |
| Emploi du secteur public en unités | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Productivité (secteur privé) | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Salaire nominal horaire (secteur privé) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Salaire réel par travailleur (secteur privé) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Coût salarial par unité produite (secteur privé) | 0,0 | -0,1 | -0,1 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Revenu disponible réel des ménages | 0,2 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,4 |
| Taux d'épargne des ménages | 0,1 | 0,1 | -0,1 | -0,1 | -0,1 | 0,0 | 0,0 |
| Recettes publiques (pourcentages du PIB) | -0,1 | -0,2 | -0,1 | -0,1 | -0,1 | -0,1 | -0,1 |
| Dépenses publiques (pourcentages du PIB) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Solde primaire (pourcent. du PIB, non cumulé) | -0,1 | -0,2 | -0,1 | -0,1 | -0,1 | -0,1 | -0,1 |
| Dette publique (pourcentages du PIB) | 0,1 | 0,2 | 0,2 | 0,3 | 0,4 | 0,5 | 0,6 |

Scénario de tax shift du Gouvernement: volet "pouvoir d'achat"
Bonus fiscal et social pour les travailleurs
Total cumulé (ex ante) : 0,358 milliards d'euros (échelonnement: voir annexe 1)
Incidence macroéconomique (pourcentages de déviation cumulés à partir de 2015)

Pourcentages de déviation par rapport à un scénario de base

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|--|------|------|------|-------|-------|-------|-------|
| PIB (réel) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,1 |
| Consommation privée | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 |
| Consommation publique | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Formation brute de capital fixe | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 |
| Exportations de biens et services | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Importations de biens et services | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Indice des prix à la consommation | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Indice-santé | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Déflateur du PIB | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Indice des prix à l'exportation | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Emploi du secteur privé en unités | 0 | 200 | 800 | 1 200 | 1 400 | 1 700 | 1 900 |
| en pourcentage | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,1 |
| Emploi du secteur public en unités | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Productivité (secteur privé) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Salaire nominal horaire (secteur privé) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Salaire réel par travailleur (secteur privé) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Coût salarial par unité produite (secteur privé) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Revenu disponible réel des ménages | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 |
| Taux d'épargne des ménages | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Recettes publiques (pourcentages du PIB) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Dépenses publiques (pourcentages du PIB) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Solde primaire (pourcent. du PIB, non cumulé) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Dette publique (pourcentages du PIB) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,2 |

**Scénario de tax shift du Gouvernement: volet "pouvoir d'achat"
Indépendants
Total cumulé (ex ante): 0,012 milliards d'euros (échelonnement: voir annexe 1)
Incidence macroéconomique (pourcentages de déviation cumulés à partir de 2015)**

Pourcentages de déviation par rapport à un scénario de base

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|--|------|------|------|------|------|------|------|
| PIB (réel) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Consommation privée | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Consommation publique | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Formation brute de capital fixe | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Exportations de biens et services | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Importations de biens et services | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Indice des prix à la consommation | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Indice-santé | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Déflateur du PIB | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Indice des prix à l'exportation | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Emploi du secteur privé en unités | 0 | 0 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| en pourcentage | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Emploi du secteur public en unités | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Productivité (secteur privé) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Salaire nominal horaire (secteur privé) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Salaire réel par travailleur (secteur privé) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Coût salarial par unité produite (secteur privé) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Revenu disponible réel des ménages | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Taux d'épargne des ménages | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Recettes publiques (pourcentages du PIB) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Dépenses publiques (pourcentages du PIB) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Solde primaire (pourcent. du PIB, non cumulé) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Dette publique (pourcentages du PIB) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |

Scénario de tax shift du Gouvernement: volet "compétitivité"
Ensemble des mesures prises en matière de compétitivité
Total cumulé (ex ante) : 4,121 milliards d'euros (échelonnement: voir annexe 1)
Incidence macroéconomique (pourcentages de déviation cumulés à partir de 2015)

Pourcentages de déviation par rapport à un scénario de base

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|--|------|-------|--------|--------|--------|--------|--------|
| PIB (réel) | 0,0 | 0,1 | 0,3 | 0,5 | 0,7 | 0,9 | 1,1 |
| Consommation privée | 0,0 | 0,1 | 0,3 | 0,4 | 0,5 | 0,5 | 0,6 |
| Consommation publique | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Formation brute de capital fixe | 0,0 | 0,1 | 0,4 | 0,6 | 0,8 | 0,9 | 1,0 |
| Exportations de biens et services | 0,0 | 0,0 | 0,2 | 0,5 | 0,7 | 1,0 | 1,3 |
| Importations de biens et services | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,3 | 0,4 | 0,6 | 0,8 |
| Indice des prix à la consommation | 0,0 | -0,3 | -0,7 | -0,9 | -1,2 | -1,5 | -1,8 |
| Indice-santé | 0,0 | -0,3 | -0,7 | -1,0 | -1,2 | -1,5 | -1,8 |
| Déflateur du PIB | 0,0 | -0,4 | -1,1 | -1,5 | -1,8 | -2,3 | -2,7 |
| Indice des prix à l'exportation | 0,0 | -0,3 | -0,7 | -1,0 | -1,2 | -1,5 | -1,8 |
| Emploi du secteur privé en unités | 0 | 3 700 | 11 500 | 22 500 | 33 400 | 43 700 | 53 200 |
| en pourcentage | 0,0 | 0,1 | 0,2 | 0,5 | 0,8 | 1,1 | 1,4 |
| Emploi du secteur public en unités | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Productivité (secteur privé) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | -0,1 | -0,2 | -0,3 |
| Salaire nominal horaire (secteur privé) | 0,0 | -1,0 | -1,7 | -2,3 | -2,7 | -3,5 | -3,9 |
| Salaire réel par travailleur (secteur privé) | 0,0 | -0,8 | -1,0 | -1,4 | -1,6 | -2,1 | -2,1 |
| Coût salarial par unité produite (secteur privé) | 0,0 | -1,0 | -1,7 | -2,3 | -2,6 | -3,3 | -3,6 |
| Revenu disponible réel des ménages | 0,0 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,3 | 0,3 |
| Taux d'épargne des ménages | 0,0 | 0,1 | -0,1 | -0,2 | -0,2 | -0,1 | -0,2 |
| Recettes publiques (pourcentages du PIB) | 0,0 | -0,5 | -0,7 | -0,9 | -1,0 | -1,0 | -1,0 |
| Dépenses publiques (pourcentages du PIB) | 0,0 | -0,1 | -0,2 | -0,4 | -0,5 | -0,6 | -0,7 |
| Solde primaire (pourcent. du PIB, non cumulé) | 0,0 | -0,5 | -0,5 | -0,5 | -0,4 | -0,3 | -0,3 |
| Dette publique (pourcentages du PIB) | 0,0 | 0,8 | 1,8 | 2,5 | 3,1 | 3,6 | 4,0 |

TABLEAU D. C.1

Annexe 13

Scénario de tax shift du Gouvernement: volet "compétitivité"
Réduction des cotisations patronales à 25%: combinaison de mesures linéaires et ciblées vers les bas salaires
Total cumulé (ex ante): 3,457 milliards d'euros (échelonnement: voir annexe 1)
Incidence macroéconomique (pourcentages de déviation cumulés à partir de 2015)

| Pourcentages de déviation par rapport à un scénario de base | 2015 | | | | | | | | | | | | | |
|---|------|-------|--------|--------|--------|--------|--------|------|-------|--------|--------|--------|--------|--------|
| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
| PIB (réel) | 0,0 | 0,0 | 0,3 | 0,5 | 0,6 | 0,8 | 1,0 | 0,0 | 0,0 | 0,3 | 0,5 | 0,6 | 0,8 | 1,0 |
| Consommation privée | 0,0 | 0,0 | 0,2 | 0,4 | 0,4 | 0,5 | 0,6 | 0,0 | 0,0 | 0,2 | 0,4 | 0,4 | 0,5 | 0,6 |
| Consommation publique | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Formation brute de capital fixe | 0,0 | 0,0 | 0,2 | 0,4 | 0,5 | 0,6 | 0,7 | 0,0 | 0,0 | 0,2 | 0,4 | 0,5 | 0,6 | 0,7 |
| Exportations de biens et services | 0,0 | 0,0 | 0,2 | 0,4 | 0,7 | 0,9 | 1,2 | 0,0 | 0,0 | 0,2 | 0,4 | 0,7 | 0,9 | 1,2 |
| Importations de biens et services | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,2 | 0,4 | 0,5 | 0,7 | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,2 | 0,4 | 0,5 | 0,7 |
| Indice des prix à la consommation | 0,0 | -0,2 | -0,6 | -0,9 | -1,1 | -1,4 | -1,6 | 0,0 | -0,2 | -0,6 | -0,9 | -1,1 | -1,4 | -1,6 |
| Indice-santé | 0,0 | -0,2 | -0,6 | -0,9 | -1,1 | -1,4 | -1,7 | 0,0 | -0,2 | -0,6 | -0,9 | -1,1 | -1,4 | -1,7 |
| Déflateur du PIB | 0,0 | -0,4 | -1,0 | -1,4 | -1,7 | -2,1 | -2,5 | 0,0 | -0,4 | -1,0 | -1,4 | -1,7 | -2,1 | -2,5 |
| Indice des prix à l'exportation | 0,0 | -0,3 | -0,6 | -0,9 | -1,1 | -1,4 | -1,7 | 0,0 | -0,3 | -0,6 | -0,9 | -1,1 | -1,4 | -1,7 |
| Emploi du secteur privé en unités | 0 | 3 500 | 10 600 | 20 600 | 30 300 | 39 700 | 48 600 | 0 | 3 500 | 10 600 | 20 600 | 30 300 | 39 700 | 48 600 |
| en pourcentage | 0,0 | 0,1 | 0,2 | 0,5 | 0,7 | 1,0 | 1,3 | 0,0 | 0,1 | 0,2 | 0,5 | 0,7 | 1,0 | 1,3 |
| Emploi du secteur public en unités | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Productivité (secteur privé) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | -0,1 | -0,2 | -0,3 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | -0,1 | -0,2 | -0,3 |
| Salaire nominal horaire (secteur privé) | 0,0 | -1,0 | -1,6 | -2,1 | -2,5 | -3,3 | -3,7 | 0,0 | -1,0 | -1,6 | -2,1 | -2,5 | -3,3 | -3,7 |
| Salaire réel par travailleur (secteur privé) | 0,0 | -0,7 | -1,0 | -1,3 | -1,5 | -2,0 | -2,0 | 0,0 | -0,7 | -1,0 | -1,3 | -1,5 | -2,0 | -2,0 |
| Coût salarial par unité produite (secteur privé) | 0,0 | -0,9 | -1,6 | -2,1 | -2,4 | -3,1 | -3,4 | 0,0 | -0,9 | -1,6 | -2,1 | -2,4 | -3,1 | -3,4 |
| Revenu disponible réel des ménages | 0,0 | 0,1 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,3 | 0,3 | 0,0 | 0,1 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,3 | 0,3 |
| Taux d'épargne des ménages | 0,0 | 0,1 | -0,1 | -0,1 | -0,2 | -0,1 | -0,2 | 0,0 | 0,1 | -0,1 | -0,1 | -0,2 | -0,1 | -0,2 |
| Recettes publiques (pourcentages du PIB) | 0,0 | -0,4 | -0,6 | -0,7 | -0,8 | -0,8 | -0,8 | 0,0 | -0,4 | -0,6 | -0,7 | -0,8 | -0,8 | -0,8 |
| Dépenses publiques (pourcentages du PIB) | 0,0 | 0,0 | -0,2 | -0,4 | -0,5 | -0,6 | -0,7 | 0,0 | 0,0 | -0,2 | -0,4 | -0,5 | -0,6 | -0,7 |
| Solde primaire (pourcent. du PIB, non cumulé) | 0,0 | -0,4 | -0,4 | -0,3 | -0,3 | -0,2 | -0,2 | 0,0 | -0,4 | -0,4 | -0,3 | -0,3 | -0,2 | -0,2 |
| Dette publique (pourcentages du PIB) | 0,0 | 0,7 | 1,5 | 2,0 | 2,5 | 2,9 | 3,1 | 0,0 | 0,7 | 1,5 | 2,0 | 2,5 | 2,9 | 3,1 |

TABLEAU D. C.3

Scénario de tax shift du Gouvernement: volet "compétitivité"
Prélèvement fiscal commissions secrètes, stimuli pour les nouvelles technologies et les start-ups
Total cumulé (ex ante): 0,276 milliards d'euros (échelonnement: voir annexe 1)
Incidence macroéconomique (pourcentages de déviation cumulés à partir de 2015)

Pourcentages de déviation par rapport à un scénario de base

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|--|------|------|------|------|-------|-------|-------|
| PIB (réel) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Consommation privée | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Consommation publique | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Formation brute de capital fixe | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 |
| Exportations de biens et services | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Importations de biens et services | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Indice des prix à la consommation | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Indice-santé | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Déflateur du PIB | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Indice des prix à l'exportation | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Emploi du secteur privé en unités | 0 | 100 | 400 | 700 | 1 000 | 1 200 | 1 300 |
| en pourcentage | | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Emploi du secteur public en unités | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Productivité (secteur privé) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Salaire nominal horaire (secteur privé) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Salaire réel par travailleur (secteur privé) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Coût salarial par unité produite (secteur privé) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Revenu disponible réel des ménages | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Taux d'épargne des ménages | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Recettes publiques (pourcentages du PIB) | 0,0 | -0,1 | -0,1 | -0,1 | -0,1 | -0,1 | -0,1 |
| Dépenses publiques (pourcentages du PIB) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Solde primaire (pourcent. du PIB, non cumulé) | 0,0 | -0,1 | -0,1 | -0,1 | -0,1 | 0,0 | 0,0 |
| Dette publique (pourcentages du PIB) | 0,0 | 0,1 | 0,2 | 0,2 | 0,3 | 0,3 | 0,4 |

Scénario de tax shift du Gouvernement:
Ensemble des mesures prises en matière de financement: taxation indirecte, mesures non liées au travail et autres
Total cumulé (ex ante): 4,832 milliards d'euros (échelonnement: voir annexe 1)
Incidence macroéconomique (pourcentages de déviation cumulés à partir de 2015)

Pourcentages de déviation par rapport à un scénario de base

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|--|------|--------|--------|---------|---------|---------|---------|
| PIB (réel) | 0,0 | -0,1 | -0,4 | -0,6 | -0,8 | -0,9 | -0,9 |
| Consommation privée | 0,0 | -0,3 | -0,6 | -0,9 | -1,0 | -1,1 | -1,1 |
| Consommation publique | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Formation brute de capital fixe | 0,0 | -0,3 | -1,0 | -1,5 | -1,7 | -1,9 | -1,9 |
| Exportations de biens et services | 0,0 | 0,0 | -0,1 | -0,3 | -0,5 | -0,6 | -0,7 |
| Importations de biens et services | 0,0 | -0,1 | -0,3 | -0,5 | -0,6 | -0,7 | -0,8 |
| Indice des prix à la consommation | 0,2 | 0,7 | 1,3 | 1,6 | 1,8 | 1,9 | 1,9 |
| Indice-santé | 0,1 | 0,5 | 0,9 | 1,1 | 1,2 | 1,3 | 1,3 |
| Déflateur du PIB | 0,1 | 0,5 | 1,2 | 1,6 | 1,8 | 1,9 | 1,9 |
| Indice des prix à l'exportation | 0,0 | 0,1 | 0,5 | 0,6 | 0,7 | 0,8 | 0,8 |
| Emploi du secteur privé en unités | -100 | -1 700 | -7 300 | -15 600 | -23 000 | -28 900 | -32 900 |
| en pourcentage | 0,0 | 0,0 | -0,1 | -0,3 | -0,6 | -0,7 | -0,9 |
| Emploi du secteur public en unités | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Productivité (secteur privé) | 0,0 | -0,1 | -0,3 | -0,3 | -0,2 | -0,2 | -0,1 |
| Salaire nominal horaire (secteur privé) | 0,0 | 0,2 | 0,8 | 1,0 | 1,2 | 1,2 | 1,3 |
| Salaire réel par travailleur (secteur privé) | -0,1 | -0,5 | -0,4 | -0,6 | -0,6 | -0,6 | -0,6 |
| Coût salarial par unité produite (secteur privé) | 0,0 | 0,4 | 1,1 | 1,3 | 1,4 | 1,4 | 1,4 |
| Revenu disponible réel des ménages | -0,2 | -0,7 | -0,9 | -1,0 | -1,1 | -1,1 | -1,1 |
| Taux d'épargne des ménages | -0,1 | -0,4 | -0,3 | -0,2 | -0,1 | -0,1 | -0,1 |
| Recettes publiques (pourcentages du PIB) | 0,1 | 0,8 | 1,1 | 1,2 | 1,2 | 1,2 | 1,2 |
| Dépenses publiques (pourcentages du PIB) | 0,0 | 0,1 | 0,3 | 0,4 | 0,4 | 0,5 | 0,6 |
| Solde primaire (pourcent. du PIB, non cumulé) | 0,2 | 0,7 | 0,8 | 0,8 | 0,7 | 0,7 | 0,6 |
| Dette publique (pourcentages du PIB) | -0,2 | -1,3 | -2,6 | -3,6 | -4,5 | -5,3 | -6,1 |

TABLEAU F.FI.0

Scénario de tax shift du Gouvernement: volet "fiscalité indirecte"
Ensemble des mesures de financement en matière de taxation indirecte
Total cumulé (ex ante) : 2,647 milliards d'euros (échelonnement: voir annexe 1)
Incidence macroéconomique (pourcentages de déviation cumulés à partir de 2015)

Pourcentages de déviation par rapport à un scénario de base

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|--|------|--------|--------|---------|---------|---------|---------|
| PIB (réel) | 0,0 | -0,1 | -0,3 | -0,4 | -0,6 | -0,6 | -0,7 |
| Consommation privée | 0,0 | -0,2 | -0,5 | -0,7 | -0,8 | -0,8 | -0,8 |
| Consommation publique | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Formation brute de capital fixe | 0,0 | -0,1 | -0,3 | -0,5 | -0,7 | -0,8 | -0,8 |
| Exportations de biens et services | 0,0 | 0,0 | -0,1 | -0,2 | -0,4 | -0,5 | -0,6 |
| Importations de biens et services | 0,0 | -0,1 | -0,2 | -0,3 | -0,4 | -0,5 | -0,5 |
| Indice des prix à la consommation | 0,1 | 0,7 | 1,2 | 1,5 | 1,6 | 1,7 | 1,8 |
| Indice-santé | 0,1 | 0,5 | 0,8 | 1,0 | 1,1 | 1,1 | 1,2 |
| Déflateur du PIB | 0,1 | 0,5 | 1,0 | 1,4 | 1,5 | 1,6 | 1,7 |
| Indice des prix à l'exportation | 0,0 | 0,1 | 0,3 | 0,5 | 0,6 | 0,6 | 0,7 |
| Emploi du secteur privé en unités | -100 | -1 300 | -5 600 | -11 100 | -16 300 | -20 600 | -23 500 |
| en pourcentage | 0,0 | 0,0 | -0,1 | -0,2 | -0,4 | -0,5 | -0,6 |
| Emploi du secteur public en unités | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Productivité (secteur privé) | 0,0 | -0,1 | -0,1 | -0,2 | -0,2 | -0,1 | -0,1 |
| Salaire nominal horaire (secteur privé) | 0,0 | 0,2 | 0,7 | 0,9 | 1,0 | 1,1 | 1,2 |
| Salaire réel par travailleur (secteur privé) | -0,1 | -0,5 | -0,4 | -0,6 | -0,6 | -0,6 | -0,6 |
| Coût salarial par unité produite (secteur privé) | 0,0 | 0,3 | 0,9 | 1,1 | 1,2 | 1,2 | 1,3 |
| Revenu disponible réel des ménages | -0,1 | -0,4 | -0,5 | -0,6 | -0,7 | -0,7 | -0,7 |
| Taux d'épargne des ménages | -0,1 | -0,2 | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,1 |
| Recettes publiques (pourcentages du PIB) | 0,1 | 0,4 | 0,6 | 0,8 | 0,8 | 0,8 | 0,8 |
| Dépenses publiques (pourcentages du PIB) | 0,0 | 0,1 | 0,3 | 0,3 | 0,4 | 0,4 | 0,5 |
| Solde primaire (pourcent. du PIB, non cumulé) | 0,1 | 0,3 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,3 | 0,3 |
| Dettes publiques (pourcentages du PIB) | -0,2 | -0,8 | -1,6 | -2,2 | -2,7 | -3,1 | -3,5 |

TABLEAU F.FI.1

Scénario de tax shift du Gouvernement: volet "fiscalité indirecte"
Augmentation de la TVA sur l'électricité de 6% à 21% + harmonisation rénovation etc. (avec répercussion sur l'indice-santé)
Total cumulé (ex ante): 0,755 milliards d'euros (échelonnement: voir annexe 1)
Incidences macroéconomiques (pourcentages de déviation cumulés à partir de 2015)

Pourcentages de déviation par rapport à un scénario de base

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|--|------|------|--------|--------|--------|---------|---------|
| PIB (réel) | 0,0 | 0,0 | -0,1 | -0,2 | -0,2 | -0,2 | -0,2 |
| Consommation privée | 0,0 | -0,1 | -0,2 | -0,2 | -0,2 | -0,1 | -0,1 |
| Consommation publique | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Formation brute de capital fixe | 0,0 | -0,1 | -0,1 | -0,2 | -0,2 | -0,2 | -0,2 |
| Exportations de biens et services | 0,0 | 0,0 | -0,1 | -0,1 | -0,2 | -0,3 | -0,3 |
| Importations de biens et services | 0,0 | 0,0 | -0,1 | -0,1 | -0,1 | -0,2 | -0,2 |
| Indice des prix à la consommation | 0,1 | 0,4 | 0,6 | 0,7 | 0,7 | 0,7 | 0,7 |
| Indice-santé | 0,1 | 0,4 | 0,6 | 0,7 | 0,7 | 0,7 | 0,7 |
| Déflateur du PIB | 0,0 | 0,2 | 0,6 | 0,7 | 0,8 | 0,8 | 0,8 |
| Indice des prix à l'exportation | 0,0 | 0,0 | 0,2 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 |
| Emploi du secteur privé en unités | 0 | -900 | -3 800 | -6 700 | -8 900 | -10 200 | -11 000 |
| en pourcentage | 0,0 | 0,0 | -0,1 | -0,2 | -0,2 | -0,3 | -0,3 |
| Emploi du secteur public en unités | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Productivité (secteur privé) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,1 |
| Salaire nominal horaire (secteur privé) | 0,0 | 0,1 | 0,6 | 0,7 | 0,7 | 0,7 | 0,7 |
| Salaire réel par travailleur (secteur privé) | -0,1 | -0,2 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Coût salarial par unité produite (secteur privé) | 0,0 | 0,2 | 0,6 | 0,7 | 0,7 | 0,7 | 0,7 |
| Revenu disponible réel des ménages | -0,1 | -0,2 | -0,1 | -0,1 | -0,1 | -0,1 | -0,1 |
| Taux d'épargne des ménages | 0,0 | -0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Recettes publiques (pourcentages du PIB) | 0,0 | 0,2 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,4 |
| Dépenses publiques (pourcentages du PIB) | 0,0 | 0,0 | 0,2 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 |
| Solde primaire (pourcent. du PIB, non cumulé) | 0,0 | 0,2 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,0 |
| Dette publique (pourcentages du PIB) | -0,1 | -0,4 | -0,8 | -1,0 | -1,1 | -1,2 | -1,3 |

Scénario de tax shift du Gouvernement: volet "fiscalité indirecte"
Adaptation des montants d'accises
Total cumulé (ex ante): 1,892 milliards d'euros (échelonnement: voir annexe 1)
Incidence macroéconomique (pourcentages de déviation cumulés à partir de 2015)

Pourcentages de déviation par rapport à un scénario de base

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|--|------|------|--------|--------|--------|---------|---------|
| PIB (réel) | 0,0 | -0,1 | -0,1 | -0,3 | -0,4 | -0,4 | -0,4 |
| Consommation privée | 0,0 | -0,1 | -0,3 | -0,5 | -0,6 | -0,7 | -0,7 |
| Consommation publique | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Formation brute de capital fixe | 0,0 | -0,1 | -0,2 | -0,3 | -0,5 | -0,6 | -0,6 |
| Exportations de biens et services | 0,0 | 0,0 | 0,0 | -0,1 | -0,1 | -0,2 | -0,3 |
| Importations de biens et services | 0,0 | 0,0 | -0,1 | -0,2 | -0,3 | -0,3 | -0,3 |
| Indice des prix à la consommation | 0,1 | 0,3 | 0,5 | 0,8 | 0,9 | 1,0 | 1,0 |
| Indice-santé | 0,0 | 0,1 | 0,2 | 0,3 | 0,4 | 0,4 | 0,4 |
| Déflateur du PIB | 0,0 | 0,2 | 0,4 | 0,6 | 0,8 | 0,9 | 0,9 |
| Indice des prix à l'exportation | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,2 | 0,3 | 0,3 | 0,3 |
| Emploi du secteur privé en unités | 0 | -400 | -1 800 | -4 400 | -7 500 | -10 400 | -12 500 |
| Emploi du secteur privé en pourcentage | 0,0 | 0,0 | 0,0 | -0,1 | -0,2 | -0,3 | -0,3 |
| Emploi du secteur public en unités | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Productivité (secteur privé) | 0,0 | 0,0 | -0,1 | -0,2 | -0,2 | -0,2 | -0,1 |
| Salaire nominal horaire (secteur privé) | 0,0 | 0,1 | 0,2 | 0,3 | 0,3 | 0,4 | 0,4 |
| Salaire réel par travailleur (secteur privé) | -0,1 | -0,2 | -0,4 | -0,6 | -0,6 | -0,6 | -0,6 |
| Coût salarial par unité produite (secteur privé) | 0,0 | 0,1 | 0,3 | 0,4 | 0,5 | 0,6 | 0,6 |
| Revenu disponible réel des ménages | -0,1 | -0,2 | -0,4 | -0,5 | -0,6 | -0,6 | -0,6 |
| Taux d'épargne des ménages | 0,0 | -0,1 | -0,1 | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,1 |
| Recettes publiques (pourcentages du PIB) | 0,0 | 0,2 | 0,3 | 0,4 | 0,4 | 0,5 | 0,4 |
| Dépenses publiques (pourcentages du PIB) | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,2 | 0,2 |
| Solde primaire (pourcent. du PIB, non cumulé) | 0,0 | 0,2 | 0,2 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,2 |
| Dettes publiques (pourcentages du PIB) | -0,1 | -0,4 | -0,7 | -1,2 | -1,6 | -1,9 | -2,2 |

Scénario de tax shift du Gouvernement: volet "mesures non liées au travail"
Ensemble des mesures de financement non liées au travail
Total cumulé (ex ante): 2,105 milliards d'euros (échelonnement: voir annexe 1)
Incidence macroéconomique (pourcentages de déviation cumulés à partir de 2015)

Pourcentages de déviation par rapport à un scénario de base

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|--|------|------|--------|--------|--------|--------|--------|
| PIB (réel) | 0,0 | 0,0 | -0,1 | -0,2 | -0,2 | -0,2 | -0,2 |
| Consommation privée | 0,0 | 0,0 | -0,1 | -0,2 | -0,2 | -0,2 | -0,2 |
| Consommation publique | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Formation brute de capital fixe | 0,0 | -0,2 | -0,7 | -0,9 | -1,0 | -1,1 | -1,1 |
| Exportations de biens et services | 0,0 | 0,0 | 0,0 | -0,1 | -0,1 | -0,1 | -0,1 |
| Importations de biens et services | 0,0 | 0,0 | -0,1 | -0,2 | -0,2 | -0,3 | -0,3 |
| Indice des prix à la consommation | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,2 |
| Indices-santé | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 |
| Déflateur du PIB | 0,0 | 0,1 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 |
| Indice des prix à l'exportation | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 |
| Emploi du secteur privé en unités | 0 | -400 | -1 700 | -4 500 | -6 700 | -8 300 | -9 400 |
| en pourcentage | 0,0 | 0,0 | 0,0 | -0,1 | -0,2 | -0,2 | -0,3 |
| Emploi du secteur public en unités | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Productivité (secteur privé) | 0,0 | 0,0 | -0,1 | -0,1 | -0,1 | 0,0 | 0,0 |
| Salaire nominal horaire (secteur privé) | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 |
| Salaire réel par travailleur (secteur privé) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Coût salarial par unité produite (secteur privé) | 0,0 | 0,1 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 |
| Revenu disponible réel des ménages | 0,0 | -0,3 | -0,4 | -0,4 | -0,4 | -0,4 | -0,4 |
| Taux d'épargne des ménages | 0,0 | -0,2 | -0,3 | -0,2 | -0,2 | -0,2 | -0,2 |
| Recettes publiques (pourcentages du PIB) | 0,0 | 0,4 | 0,5 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,4 |
| Dépenses publiques (pourcentages du PIB) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,1 |
| Solde primaire (pourcent. du PIB, non cumulé) | 0,1 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,3 | 0,3 |
| Dette publique (pourcentages du PIB) | -0,1 | -0,5 | -0,9 | -1,3 | -1,7 | -2,1 | -2,5 |

Scénario de tax shift du Gouvernement: volet "mesures non liées au travail"
Mesures simulées à l'aide d'une taxe sur les revenus du capital
Total cumulé (ex ante): 0,929 milliards d'euros (échelonnement: voir annexe 1)
Incidence macroéconomique (pourcentages de déviation cumulés à partir de 2015)

Pourcentages de déviation par rapport à un scénario de base

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|--|------|------|------|--------|--------|--------|--------|
| PIB (réel) | 0,0 | 0,0 | -0,1 | -0,1 | -0,1 | -0,1 | -0,1 |
| Consommation privée | 0,0 | 0,0 | -0,1 | -0,1 | -0,1 | -0,1 | -0,1 |
| Consommation publique | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Formation brute de capital fixe | 0,0 | -0,1 | -0,2 | -0,3 | -0,4 | -0,4 | -0,4 |
| Exportations de biens et services | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | -0,1 | -0,1 | -0,1 |
| Importations de biens et services | 0,0 | 0,0 | 0,0 | -0,1 | -0,1 | -0,1 | -0,1 |
| Indice des prix à la consommation | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 |
| Indice-santé | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 |
| Déflateur du PIB | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 |
| Indice des prix à l'exportation | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 |
| Emploi du secteur privé en unités | 0 | -100 | -600 | -1 800 | -2 800 | -3 500 | -4 000 |
| Emploi du secteur privé en pourcentage | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | -0,1 | -0,1 | -0,1 |
| Emploi du secteur public en unités | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Productivité (secteur privé) | 0,0 | 0,0 | -0,1 | -0,1 | -0,1 | 0,0 | 0,0 |
| Salair nominal horaire (secteur privé) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 |
| Salair réel par travailleur (secteur privé) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Coût salarial par unité produite (secteur privé) | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 |
| Revenu disponible réel des ménages | 0,0 | -0,2 | -0,4 | -0,4 | -0,4 | -0,4 | -0,3 |
| Taux d'épargne des ménages | 0,0 | -0,2 | -0,3 | -0,2 | -0,2 | -0,2 | -0,2 |
| Recettes publiques (pourcentages du PIB) | 0,0 | 0,1 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 |
| Dépenses publiques (pourcentages du PIB) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Solde primaire (pourcent. du PIB, non cumulé) | 0,0 | 0,1 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,1 | 0,1 |
| Dette publique (pourcentages du PIB) | 0,0 | -0,2 | -0,4 | -0,6 | -0,7 | -0,9 | -1,1 |

TABLEAU F NT.2

Scénario de tax shift du Gouvernement: volet "mesures non liées au travail"
Mesures simulées via l'ISOC
Total cumulé (ex ante): 1,047 milliards d'euros (échelonnement: voir annexe 1)
Incidences macroéconomique (pourcentages de déviation cumulés à partir de 2015)

Pourcentages de déviation par rapport à un scénario de base

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|--|------|------|------|--------|--------|--------|--------|
| PIB (réel) | 0,0 | 0,0 | -0,1 | -0,1 | -0,1 | -0,1 | -0,1 |
| Consommation privée | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Consommation publique | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Formation brute de capital fixe | 0,0 | -0,1 | -0,4 | -0,6 | -0,6 | -0,7 | -0,7 |
| Exportations de biens et services | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | -0,1 | -0,1 |
| Importations de biens et services | 0,0 | 0,0 | -0,1 | -0,1 | -0,1 | -0,1 | -0,1 |
| Indice des prix à la consommation | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,1 |
| Indice-santé | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,1 |
| Déflateur du PIB | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 |
| Indice des prix à l'exportation | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 |
| Emploi du secteur privé en unités | 0 | -200 | -800 | -2 200 | -3 200 | -3 900 | -4 500 |
| en pourcentage | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | -0,1 | -0,1 | -0,1 |
| Emploi du secteur public en unités | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Productivité (secteur privé) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Salaire nominal horaire (secteur privé) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,1 |
| Salaire réel par travailleur (secteur privé) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Coût salarial par unité produite (secteur privé) | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,0 |
| Revenu disponible réel des ménages | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Taux d'épargne des ménages | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Recettes publiques (pourcentages du PIB) | 0,0 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 |
| Dépenses publiques (pourcentages du PIB) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Solde primaire (pourcent. du PIB, non cumulé) | 0,0 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 |
| Dette publique (pourcentages du PIB) | 0,0 | -0,3 | -0,5 | -0,7 | -0,9 | -1,1 | -1,4 |

Scénario de tax shift du Gouvernement: volet "mesures non liées au travail"
Non-indexation des dépenses fiscales
Total cumulé (ex ante) : 0,109 milliards d'euros (échelonnement: voir annexe 1)
Incidence macroéconomique (pourcentages de déviation cumulés à partir de 2015)

Pourcentages de déviation par rapport à un scénario de base

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|--|------|------|------|------|------|------|------|
| PIB (réel) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Consommation privée | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | -0,1 | -0,1 | -0,1 |
| Consommation publique | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Formation brute de capital fixe | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Exportations de biens et services | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Importations de biens et services | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Indice des prix à la consommation | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Indice-santé | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Déflateur du PIB | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Indice des prix à l'exportation | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Emploi du secteur privé en unités | 0 | -100 | -200 | -400 | -600 | -700 | -700 |
| en pourcentage | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Emploi du secteur public en unités | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Productivité (secteur privé) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Salaire nominal horaire (secteur privé) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Salaire réel par travailleur (secteur privé) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Coût salarial par unité produite (secteur privé) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Revenu disponible réel des ménages | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Taux d'épargne des ménages | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Recettes publiques (pourcentages du PIB) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Dépenses publiques (pourcentages du PIB) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Solde primaire (pourcent. du PIB, non cumulé) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Dette publique (pourcentages du PIB) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | -0,1 |

Scénario de tax shift du Gouvernement: volet "mesures non liées au travail"
Droits de greffe
Total cumulé (ex ante): 0,020 milliards d'euros (échelonnement: voir annexe 1)
Incidence macroéconomique (pourcentages de déviation cumulés à partir de 2015)

Pourcentages de déviation par rapport à un scénario de base

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|--|------|------|------|------|------|------|------|
| PIB (réel) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Consommation privée | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Consommation publique | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Formation brute de capital fixe | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Exportations de biens et services | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Importations de biens et services | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Indice des prix à la consommation | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Indice-santé | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Déflateur du PIB | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Indice des prix à l'exportation | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Emploi du secteur privé en unités | 0 | 0 | -100 | -100 | -100 | -200 | -200 |
| en pourcentage | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Emploi du secteur public en unités | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Productivité (secteur privé) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Salaire nominal horaire (secteur privé) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Salaire réel par travailleur (secteur privé) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Coût salarial par unité produite (secteur privé) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Revenu disponible réel des ménages | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Taux d'épargne des ménages | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Recettes publiques (pourcentages du PIB) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Dépenses publiques (pourcentages du PIB) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Solde primaire (pourcent. du PIB, non cumulé) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Dette publique (pourcentages du PIB) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |

Scénario de tax shift du Gouvernement: volet "autres mesures de financement net"
Autres mesures de financement net
Total cumulé (ex ante) : 0,080 milliards d'euros (échelonnement: voir annexe 1)
Incidence macroéconomique (pourcentages de déviation cumulés à partir de 2015)

Pourcentages de déviation par rapport à un scénario de base

| | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|--|------|------|------|------|------|------|------|
| PIB (réel) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Consommation privée | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Consommation publique | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Formation brute de capital fixe | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Exportations de biens et services | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Importations de biens et services | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Indice des prix à la consommation | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Indice-santé | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Déflateur du PIB | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Indice des prix à l'exportation | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Emploi du secteur privé en unités | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Emploi du secteur privé en pourcentage | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Emploi du secteur public en unités | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Productivité (secteur privé) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Salaire nominal horaire (secteur privé) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Salaire réel par travailleur (secteur privé) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Coût salarial par unité produite (secteur privé) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Revenu disponible réel des ménages | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Taux d'épargne des ménages | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Recettes publiques (pourcentages du PIB) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Dépenses publiques (pourcentages du PIB) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Solde primaire (pourcent. du PIB, non cumulé) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Dette publique (pourcentages du PIB) | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | -0,1 | -0,1 | -0,1 |

Annexe technique à la note conjointe BfP-BNB d'avril 2011**Quelques différences importantes entre le modèle Noname et le modèle Hermes**

Une différence essentielle entre les modèles Noname et Hermes tient à leurs propriétés de long terme respectives.

Noname fait partie des modèles économétriques dans lesquels les agents économiques prennent leurs décisions de manière optimale dans un environnement dynamique. Contrairement aux modèles macro-économiques plus traditionnels, les anticipations et les retards provenant des coûts d'ajustement sont explicitement séparés. Cette propriété le rend moins sujet à la critique de Lucas tout en restant en bonne concordance avec les données. Noname converge en outre vers un équilibre stationnaire à long terme. Les relations qui déterminent cet équilibre sont estimées économétriquement ou calibrées sur base des données des comptes nationaux et des tableaux entrées-sorties⁴.

Hermes fait partie des modèles économétriques de court-moyen terme qui n'intègrent que peu ce type de propriétés. Ces choix impliquent que dans Hermes les comportements de court-moyen terme ne sont que peu infléchis par des relations d'équilibre de long terme. Les deux approches sont tout à fait défendables et divergent donc quant au poids donné à ces équilibres. Si les modèles ont des élasticités de long terme qui diffèrent, les effets - probablement limités pour un horizon court- se feront sentir évidemment plus nettement à long terme. Par exemple, dans le cas de l'élasticité de l'exportation aux prix, alors que dans Hermes la valeur de cette élasticité se stabilise à terme, selon la branche considérée, dans une fourchette allant de 0,5 à 0,9, dans Noname celle-ci s'établit à 1.

Parmi les autres différences qu'il convient de noter entre les deux modèles, citons:

- Noname peut être utilisé selon différents modes de formation des anticipations alors que le modèle Hermes n'incorpore que des anticipations adaptatives ;
- Noname est un modèle trimestriel, alors que le modèle Hermes est annuel ;
- Noname est un modèle avec un secteur de production agrégé. Hermes est un modèle à caractère sectoriel, distinguant 16 branches d'activité différentes ;
- la prise en compte de fonctions de production à 4 facteurs dans Hermes (deux facteurs primaires, consommations intermédiaires et énergie). Noname, modélisant la valeur ajoutée de l'économie belge, incorpore une fonction de production à deux facteurs;
- l'incorporation d'un module d'allocation de la consommation des ménages dans le modèle Hermes (permettant d'étudier les substitutions entre catégories de consommation) ;...

Ces trois derniers éléments sont de nature à amplifier dans le modèle Hermes la différence d'efficacité entre mesures ciblées et mesures générales, du fait notamment des phénomènes de substitution : le ciblage des réductions de prélèvements favorisera nettement la création d'emploi et le ciblage des mesures de financement réduira les destructions d'emploi. Par exemple, pour des mesures portant sur les accises (mesures ciblées), les effets négatifs liés à la hausse de celles-ci seront réduits par rapport aux effets constatés avec une mesure non ciblée, en raison notamment des effets de substitution jouant dans le module d'allocation de la consommation privée.

4 Par exemple, le progrès technique, l'élasticité de substitution capital-travail, la propension à consommer de la richesse humaine, ... sont estimés tandis que le contenu importé des composantes de la demande finale ou la part des biens non échangés internationalement sont calculé à l'aide des tableaux entrées-sorties.